

Les crédits

pourquoi vous savez qu'en politique, l'impression équivaut à la réalité.

Je n'arrive absolument pas à comprendre comment ces gens peuvent affirmer: «Nous ne faisons jamais de choses semblables.» Peut-être bien, c'est peut-être le cas, mais l'impression persiste. Le *Nouveau Testament* renferme un proverbe selon lequel «personne ne peut servir deux maîtres».

Lorsque Bill Fox défend le gouvernement à cette émission jeudi matin, à la télévision, qui représente-t-il? Quels intérêts défend-il? Ceux du parti, ceux de ses clients ou ceux du public? Lorsque cette même personne s'adresse à un serviteur de l'État pour le convaincre d'une manière ou d'une autre, quels intérêts défend-elle?

Je crois que Bill Fox doit choisir. S'il veut être un lobbyiste, il doit être parfaitement au-dessus de tout soupçon et doit renoncer à aider ce gouvernement à s'auto-détruire. Il doit choisir. Le gouvernement peut se passer de son aide. Il réussit très bien à se détruire sans lui, merci.

Je crois comprendre, grâce à un système mystérieux de perception extrasensorielle, que la rumeur a déjà envahi les milieux des lobbyistes. Le gouvernement n'accordera aucun contrat d'approvisionnement à moins que la firme de lobbying ne compte des gens de l'opposition dans ses rangs.

Que croyez-vous qu'ils ont fait? Demandez au député. Que ferait une société de lobbyistes qui se respecte et qui est dirigée par des conservateurs? Que feraient ces gens? Je vous le demande. J'ai bien entendu votre réponse. Il leur faudrait évidemment recruter des libéraux, et chaque société de lobbyistes en compte dans ses rangs. Très bien.

Il y a par exemple, et je ferais aussi bien de le noter, Fred Doucet, qui vient tout juste de se joindre aux lobbyistes. Il y a aussi J.J. Blais, un ancien ministre fédéral qui fait maintenant du lobbying pour eux. Ils ont également recruté Judd Buchanan. Puis il y a le groupe Earncliffe qui a recruté Michael Robinson. Il y a également un autre groupe, je crois que c'était le groupe GCL de Jon Johnson. Ils ont recruté David Collenette, qui est actuellement candidat libéral. M. Collenette est candidat, lobbyiste, ancien ministre et un des dirigeants du Parti libéral dans le sud de l'Ontario, où il nomme des candidats à qui mieux mieux.

En fait, les lobbyistes couvrent les quais, et lorsqu'ils voient le *Titanic* s'enfoncer, les rats nagent vers le navire. C'est la première fois que je vois un rat nager vers un navire en perdition. Monsieur le Président, il y a là quelque chose qui cloche, une situation à laquelle nous devons remédier. Il faut faire le ménage dans tout cela. Nous devons tout connaître dans le détail: qui fait quoi pour qui, à quel tarif, et selon quels procédés.

Je sais que c'est une émission pour tous. Je n'ai rien dit de mal.

Le président suppléant (M. Paproski): Le député n'a rien dit de mal. Son temps de parole est tout simplement expiré.

M. Jack Iyerak Anawak (Nunatsiaq): Monsieur le Président, je voudrais simplement poser une courte question au député qui vient de prendre la parole au sujet de l'éthique au sein du gouvernement. Ma question a sans doute un caractère surtout hypothétique.

Le député croit-il que les ministres de la Couronne ne devraient pas mentir au public et accepter de se soumettre au détecteur de mensonge?

M. Rodrigue: Monsieur le Président, je pense que l'éthique est une chose essentielle pour un gouvernement, non seulement pour les députés de l'arrière-ban mais aussi pour ceux des banquettes ministérielles. Elle l'est également pour la bureaucratie que nous dirigeons. Les règles qui sont les nôtres doivent s'en inspirer. Je pense qu'il est important que ceux d'entre nous qui ont un portefeuille reconnaissent ce fait et s'y plient.

Nous sommes dans un domaine qui est très différent du secteur privé. Nous traitons des affaires de l'État et nous devons exiger que le comportement des députés soit irréprochable, qu'ils soient membres du Cabinet ou simples députés de l'arrière-ban. Nous sommes tous concernés. Je n'excuse personne. Nous devons nous conduire comme il faut.

Je sais où veut en venir le député. En fin de compte, ce sont les électeurs de tel ministre, de tel député qui décideront s'ils veulent être représentés par ce ministre ou ce député.

Pour ce qui est du lobbying, j'aimerais faire remarquer que ce n'est pas la même chose qu'une entreprise commerciale car l'intérêt du public est en jeu.

M. Don Boudria (Glengarry—Prescott—Russell): Monsieur le Président, si mon collègue ne m'avait pas rafraîchi la mémoire j'aurais oublié Shelly.